

# front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 56 / 1 FEVRIER 1973 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 69397 LYON CEDEX 3

## LA PLUS CINGLANTE DEFAITE DE L'IMPERIALISME US LE PEUPLE VIETNAMISIEN POURSUIT SA LUTTE



Une grande victoire de la guerre du peuple

### une grande victoire du peuple vietnamien

Le 2 janvier à Paris, a été signé l'accord de cessez-le-feu. Rogers et Lam, représentant le fasciste Nixon et son valet Thieu, ont été hués par des milliers de parisiens à leur arrivée à l'hôtel Majestic. Par contre, Nguyen Duy Trinh et Nguyen Thi Binh représentant le peuple vietnamien ont été largement ovationnés. Rogers et Lam signaient en vaincus, Duy Trinh et Thi Binh en vainqueurs.

Aux termes de l'accord, l'impérialisme US s'engage à cesser tout acte de guerre en Indochine ; il reconnaît l'unité du Vietnam, du nord au sud ; il reconnaît l'existence du GRP, son autorité sur la plus grande partie du territoire du sud-Vietnam, et le droit du peuple Vietnamien de se donner un gouvernement de son choix. Dans cet accord, Nixon désavoue noir sur blanc 20 ans de politique néocoloniale américaine en Indochine. 3 mois après, il accepte de signer pratiquement le même accord que celui qu'il avait rejeté en octobre.

C'est la plus grande défaite qu'ait jamais connue l'impérialisme US.

### le fruit de 30 années de lutte armée

Si Nixon accepte aujourd'hui de signer ce qu'il avait refusé en octobre, ce qu'il avait refusé en violant les accords de Genève de 54, c'est contraint et forcé, sous la pression des victoires militaires

du peuple Vietnamien. Au rythme actuel des pertes de l'armée US, Nixon aurait été obligé sous peu de remettre en cause toute la politique stratégique mondiale de l'impérialisme US, faute de matériel.

Depuis 30 ans, c'est grâce à la lutte armée que le peuple vietnamien remporte victoire sur victoire. C'est Dien Bien Phu qui a chassé l'impérialisme français d'Indochine ; c'est l'offensive du Têt 68 qui a amené Nixon à la table de négociations ; c'est l'offensive commencée en mars 72 qui l'a obligé à négocier sérieusement ; c'est la victoire anti-aérienne de décembre qui l'a obligé à signer un accord identique à celui d'octobre.

Voilà une grande leçon pour les peuples du monde. S'il prend les armes, le peuple d'un petit pays peut vaincre l'impérialisme le plus fort du monde.

### une nouvelle forme de la "vietnamisation"

L'impérialisme US a-t-il changé de nature, a-t-il renoncé à dominer l'Indochine ? Pas du tout, mais il est obligé de changer de tactique. L'impérialisme US pour l'immédiat, ne peut plus intervenir directement avec ses propres avions et ses propres soldats en Indochine. Mais il n'a pas renoncé à dominer les peuples d'Indochine, par l'intermédiaire de ses fantoches. C'est dans ce but que, depuis 3 mois, Nixon a fourni à Thieu une énorme quantité d'armes et d'avions, au point de faire de Saïgon la 3<sup>e</sup> force aérienne du monde. C'est une nouvelle forme de la vietnamisation, une vietnamisation à outrance sans "parapluie" aérien US.

La lutte du peuple vietnamien pour l'indépendance et la liberté, elle aussi, va changer de forme. Le nouveau rapport de force concrétisé par les accords lui est largement favorable : le nord est à l'abri de l'agression, et une grande partie du sud est libérée. S'appuyer sur cette situation favorable en luttant pour l'application des accords, telle est la nouvelle forme que prendra la lutte jusqu'à la victoire totale.

### vigilance : la lutte continue

Mais, si le GRP et la RDV sont bien décidés à respecter scrupuleusement les accords, il n'en est pas de même pour Nixon et son fantoche Thieu.

Les B52 resteront basés en Thaïlande et la 7<sup>e</sup> flotte continue à patrouiller au large des côtes d'Indochine, prête à réintervenir dès que leur potentiel militaire sera reconstitué. C'est une grave menace pour les peuples d'Indochine.

Quant à Thieu, il a très bien compris le rôle que veut lui faire jouer son maître Nixon : dès la proclamation du cessez-le-feu, il a fait connaître sa volonté d'exterminer jusqu'au dernier les "communistes", c'est-à-dire dans son langage, tous les patriotes. Et déjà les plus graves menaces pèsent sur la vie des patriotes emprisonnés, déjà plusieurs d'entre eux ont été sommairement exécutés.

L'accord sur le cessez-le-feu est un grand pas vers la victoire totale, mais ce n'est pas encore la victoire totale, ni même la paix. C'est pourquoi les patriotes vietnamiens ne déposeront pas leurs armes. Le peuple vietnamien reste en armes, c'est la meilleure garantie pour que l'accord de janvier soit respecté.

## les peuples d'indochine vaincront !

# VIETNAM : UNE GRANDE VICTOIRE

## victoire de la guerre populaire

30 ans de guerre pour rien, dit la propagande bourgeoise. En réalité, si les peuples d'Indochine n'avaient pas pris les armes il y a 30 ans, c'est aujourd'hui l'impérialisme qui leur imposerait sa règle.

De 45 à 54, l'impérialisme français a entrepris une guerre coloniale pour reconquérir le Vietnam. Il a échoué et c'est par une autre victoire militaire à Dien Bien Phu, que les peuples Indochinois l'ont obligé à signer les accords de Genève de 54. Le Nord était libéré.

L'impérialisme US a pris la relève des vaincus français, avec la ferme intention de ne pas respecter les accords de Genève. Après 6 ans de lutte politique pour imposer le respect des accords, le peuple Vietnamien prend à nouveau les armes pour défendre sa liberté. Le FNL est créé en 1960 et les FAPL en 1961. 1968, l'offensive du Têt, première grande défaite de l'armée US : 20 000 GI'S hors de combat, 1 800 avions détruits. Johnson est contraint de venir à la table de négociations et de réduire le nombre des GI'S engagés au Vietnam. C'est le début de la guerre aérienne à outrance et de la vietnamisation (faire combattre des Vietnamiens par des Vietnamiens). 1972, la dernière offensive, nouvelle défaite militaire pour l'impérialisme US : 500 000 soldats fantô-

# LA LUTTE CONTINUE

## ni on n'a pas renoncé

Obligé de retirer ses troupes d'Indochine, de signer un accord où il renonce à s'intégrer dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam, l'impérialisme US n'en a pas pour autant renoncé à son projet de dominer l'Indochine.

Le 24 janvier, en annonçant la signature des accords, Nixon déclarait, en violation flagrante avec ceux-ci : "les USA continueront de reconnaître le Gouvernement de la République du Vietnam (la clique Thieu), comme le seul gouvernement légitime du Sud-Vietnam". Les B52 resteront basés en Thaïlande, à portée de vol de l'Indochine : la 7<sup>e</sup> flotte continuera à patrouiller dans le golfe du Tonkin, prête à intervenir à nouveau. Et l'impérialisme US a plus d'une fois montré que, pour déchirer ses accords, il était prêt à créer n'importe quel prétexte, comme le soi-disant "incident du golfe du Tonkin" en 1964.

# à bas thieu, fantoche, fauteur de guerre

Saigon 28 janvier, 8 heures 1 minute, le cessez-le-feu est passé de 1 minute et Thieu déclare à la radio : "tous les communistes, surpris à l'intérieur des zones contrôlées par mon gouvernement, doivent être abattus sur place". Première violation des accords.

Thieu exécuté à merveille les ordres de son maître Nixon. Si depuis 3 mois, Nixon a multiplié les livraisons d'armes et de matériel à son fantoche au point de faire de Saïgon la 3<sup>e</sup> puissance aérienne du monde, c'est bien pour pouvoir, une fois le cessez-le-feu signé, maintenir sa domination sur le Sud-Vietnam par Thieu interposé.

L'accord reconnaît l'existence au Sud-Vietnam de 2 gouvernements, 2 armées, et 3 forces politiques, et pourtant Thieu refuse toujours de reconnaître l'existence du GRP et de la 3<sup>e</sup> composante : "nous ne considérons pas le FLN comme un gouvernement" a dit, à Paris, son ministre Lam.

ches hors de combat, plus de 3 200 avions abattus, 1 000 GI'S faits prisonniers. Voilà pourquoi Nixon a été obligé d'approuver l'accord d'octobre.

Après avoir remis en cause son accord sur le texte d'octobre, Nixon a voulu à nouveau imposer par la force ses nouvelles exigences au peuple vietnamien : 12 jours de bombardements sauvages sur Hanoi et sur Haiphong. A nouveau ce fut une cuisante défaite militaire pour l'impérialisme US : 81 avions abattus. Voilà pourquoi Nixon a été obligé de signer l'accord de cessez-le-feu. C'est une grande victoire militaire des patriotes vietnamiens.

L'accord n'est que la concrétisation sur le papier de cette victoire militaire. Le peuple vietnamien lutte sur tous les fronts, militaire, politique, diplomatique, mais ce qui est déterminant, ce sont les armes et pas la plume qui a signé l'accord.

Ces accords sont un pas en avant vers la libération totale du Vietnam, une très grande victoire militaire du peuple vietnamien. Et si la propagande bourgeoise fait tout pour taire cet aspect de la réalité, c'est par crainte que les peuples du monde comprennent l'exemple du peuple Vietnamien : le peuple d'un pays si petit soit il peut vaincre l'impérialisme le plus puissant du monde, pourvu qu'il prenne les armes.

## le f.n.l. impose ses conditions

Dès l'annonce de l'accord de cessez-le-feu, Nixon s'est écrié : "c'est nous qui avons gagné". Bien entendu, son fantoche Thieu lui a fait écho à Saïgon. Leur optimisme de propagande ne peut cacher que c'est pour eux une très lourde défaite.

• Il y a 20 ans, l'impérialisme US est intervenu au Vietnam pour le maintenir sous sa domination. Il a voulu imposer sa volonté par la force d'une armée de 500 000 hommes, d'une flotte aérienne de 1 500 bombardiers. Aux termes de l'accord l'armée US doit quitter le Vietnam, "les USA cessent leur engagement militaire ou leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam".

• Nixon a construit de toutes pièces à Saïgon, une administration et une armée à sa solde, il refusait de reconnaître le GRP, il a fait emprisonner et massacrer de nombreux partisans de la paix au Sud-Vietnam. L'accord reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple vietnamien, l'existence au Sud-Vietnam de 2 gouvernements, de 2 armées, de 3 forces politiques (la clique Thieu, le GRP, et les autres opposants). L'accord précise qu'avant 3 mois, la question des prisonniers politiques sera résolue, c'est-à-dire qu'ils seront libérés et ne subiront aucun sévère.

• Nixon a toujours refusé de reconnaître les Accords de Genève qui disent que le 17<sup>e</sup> parallèle n'est qu'une

ligne de démarcation provisoire. Aux termes de l'Accord, "les USA... respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales du Vietnam, consacrés par les Accords de Genève de 1954". Nixon exigeait que "les soldats de la RDV quittent le sud" : dans les Accords il a dû abandonner la fable du nord qui envahit le sud !

Ces positions ont toujours été celles de la RDV et du FNL, elles figuraient dans le plan en 7 points du GRP, et dans l'accord d'octobre remis en cause par Nixon! Depuis octobre Nixon a avancé de nouvelles exigences insensées. Il exigeait une commission internationale de contrôle de 5 000 hommes, véritable armée d'occupation : aux termes des Accords, il n'y en aura que 1 000. Nixon exigeait que le cessez-le-feu soit étendu à toute l'Indochine, imposant sa solution aux peuples du Laos et du Cambodge ; les accords reconnaissent à ces peuples "le droit de régler leurs affaires intérieures sans ingérence étrangère". Quant à l'armée US "elle mettra fin à toutes ses activités militaires dans ces 2 pays".



## une victoire des 3 peuples d'indochine

Les 3 peuples d'Indochine ont lutté contre l'impérialisme US en étroite coordination, particulièrement depuis la conférence des 3 peuples d'Indochine d'avril 70. La victoire du peuple vietnamien est aussi une victoire des 3 peuples d'Indochine.

Pendant 20 ans, l'impérialisme US a été obligé de répartir ses forces sur 4 fronts, au Laos, au Cambodge, au Sud-Vietnam, et en RDV... Souvent, il a été obligé de dégarnir certains fronts pour porter toutes ses forces là où l'offensive populaire était la plus puissante. C'est ainsi que les succès importants du Front Uni National du Cam-

bodge sont en partie dus à la nécessité pour Nixon d'accorder le maximum d'aide à Thieu.

C'est au peuple Vietnamien que l'impérialisme US a réservé les coups les plus durs. Mais c'est aussi le peuple Vietnamien qui lui a fait subir les échecs les plus cuisants. Et l'accord signé samedi est une aide précieuse pour les autres peuples d'Indochine, car il oblige l'impérialisme US à cesser tout acte de guerre au Cambodge et au Laos, tout soutien militaire aux fantoches Lon Nol et Souvanna Phouma.

Mais l'accord n'impose aucune solution pour le Laos et le Cambodge, car

l'impérialisme US a limité ses ambitions. Son armée n'est plus assez puissante pour être présente partout dans le monde, il n'est plus assez riche pour financer tous les régimes réactionnaires du monde. Voilà ce que signifie le soi-disant désengagement US. Même si ce désengagement n'est que provisoire, d'autres impérialismes se sont déjà mis sur les rangs pour épauler l'impérialisme US. C'est particulièrement le cas de l'impérialisme japonais et de l'impérialisme français, qui ont déjà fait des offres de "service" pour "reconstruire l'Indochine", espérant par ce biais reprendre pied au Vietnam.

Ces brigands n'ont aucune chance. Le peuple Vietnamien reste vigilant face à toute nouvelle manœuvre américaine. Et il n'est pas non plus décidé à sacrifier à d'autres son indépendance et sa liberté.

## lutter pour le respect des accords

Les accords signés, ce n'est pas encore la victoire finale ni même la paix. Depuis samedi, la lutte du peuple Vietnamien pour l'indépendance et la liberté a pris une nouvelle forme, la lutte pour l'application des accords.

Dans cette nouvelle étape, le rapport des forces est largement en faveur du FNL. Les accords, s'ils sont respectés, retirent au fantoche Thieu son principal soutien, l'armée et l'aviation US. Quant au principal soutien du FNL, le peuple Vietnamien, il ne peut que renforcer sa position en s'appuyant sur les libertés démocratiques garanties de l'accord. A l'heure du cessez-le-feu, les observateurs les plus réactionnaires ont bien été obligés de reconnaître que le FNL, ses forces armées régulières, ses milices locales étaient présents sur tout le territoire du Sud-Vietnam. Demain, c'est le peuple Vietnamien, dans sa grande majorité, qui luttera pour exiger que Thieu respecte les accords ou qu'il s'en aille.

Mais, et il l'a déjà dit, Thieu pas plus que ses maîtres américains, ne sont prêts à respecter les accords. Déjà, dimanche 28, alors que le cessez-le-feu était effectif, depuis plusieurs heures, l'armée fantoche continuait la guerre, Thieu refusait de reconnaître la présence et l'autorité du GRP sur la plus grande partie du territoire Vietnamien.

Le GRP et la RDVN sont eux bien, décidés d'appliquer les accords ; mais si l'ennemi les viole, ils riposteront. Les FAPL restent mobilisés. En reprenant leur travail, les paysans des zones libérées garderont le fusil à l'épaule. Gare aux américains et à leurs fantoches s'ils ne respectent pas leur parole. Le peuple Vietnamien se servira à nouveau de ses fusils jusqu'à la victoire totale.

**COMITES INDOCHINE PALESTINE**

**C.I.P. 5 h**

**6 HEURES POUR LA VICTOIRE**

Contre l'impérialisme, pour la victoire des peuples indochinois, pour la victoire du peuple palestinien, pour la victoire des peuples opprimés.

Pour le succès du rassemblement du 4 mars je verse 5 FRANCS

Résistance Palestinienne, le peuple Palestinien poursuit héroïquement sa lutte.

Face à la complicité de l'impérialisme français qui opprime lui-même de nombreuses colonies et néo-colonies, la classe ouvrière et le peuple de France apportent leur soutien aux luttes en lutte contre l'impérialisme.

Par sa signature et ma contribution financière, je déclare apporter ma solidarité aux peuples Indochinois et Palestiniens et ma confiance dans la victoire totale qu'ils remporteront contre l'impérialisme et contre le sionisme.

## 600 ouvriers immigrés en grève contre somafer-négrier

Qu'est-ce que la SOMAFER ? Une entreprise de travail temporaire, avec :  
— des bureaux de recrutement en Afrique, à Tunis, à Alger.  
— des bureaux de louage en France qui livrent des ouvriers immigrés à la Sollac ou Sacilor par exemple, pour y faire le plus sale boulot.  
— des chantiers isolés des uns des autres, confiés à des petits chefs racistes.

On leur avait promis 5,75 F de l'heure, ils touchent 4,45 F. Avec ça la journée qui est retenue automatiquement si on veut aller toucher la paye (des heures d'attente), ou faire remplir des papiers au bureau. Certaines semaines, un total de 16 h de travail ; et encore ces semaines là il faut quand même se lever chaque jour à 3 h du matin et venir réclamer le travail à chaque poste, quand on est à 2 h de car du chantier ! Par contre d'autres fois on vous oblige à doubler les postes : 16 h de travail par jour, pour le boulot le plus pénible et le plus sale, décapage des cuves des hauts fourneaux, décapage des fours, décapage des égouts des laminoirs à chaud. Souvent il faut descendre dans l'eau, et travailler à la pelle avec de l'eau jusqu'à la ceinture... Pour logement, les foyers-casernes Somafer, immondes comme celui d'Aumetz, vieille caserne désaffectée et sans hygiène.

Pourquoi des boîtes du genre Somafer ? Elles permettent aux capitalistes tels De Wendel d'embaucher et de débâcher une main d'œuvre de réserve pour mieux masquer le chômage. Elles permettent des économies au trust (pas de charges sociales, exonérations d'impôts).

Le 4 janvier les 600 ouvriers de la Somafer se mettent en grève en dehors des syndicats. Contre cette pieuvre qui vit de la traite des immigrés, ils se sont organisés en comité de grève avec des délégués des 5 foyers où ils sont parqués. Les revendications :  
— 8 h de travail assurés à chaque ouvrier et aucune obligation d'en faire 16.  
— Que soient tenues les promesses faites à l'embauche, et dans un 1<sup>er</sup> temps : 50 C. pour tous.  
— Primes de transport, de chaleur, de salisure, de logement.  
— Conditions de logement.

Tout de suite le patron négocie. Il n'accorde en fait que 20 centimes, mais la délégation d'immigrés, qui a accepté les conditions du patron, fait croire au début que tout est gagné : les ouvriers reprennent le travail, le lendemain. Seulement dès qu'ils apprennent qu'ils ont été trompés, la colère gronde à nouveau. La grève reprend le 10 janvier. Cette fois les syndicats se

mettent de la partie : CGT (non représentée dans la boîte) et CFDT qui regroupent... les contremaîtres et les employés de bureau ! Ils organisent une réunion destinée à "soutenir" les grévistes, mais en fait pour mieux les décourager en brandissant les menaces d'expulsion faites à l'encontre des ouvriers en grève : ils savent bien que tout un foyer, celui d'Aumetz, est habité par des immigrés qui, venant

d'arriver, n'ont pas encore de papiers en règle, ils essaient de s'appuyer sur eux pour briser le front de lutte.

Dans le comité de soutien 2 lignes s'affrontent : au soutien type Croix-Rouge de la Cause du Peuple ("pas de politique") nous nous opposons suivis en cela par l'ex-section du PSU et plusieurs lycéens. Nous proposons :  
— d'organiser l'unité des travailleurs immigrés de la Somafer avec les ou-

— de réclamer l'abrogation de la circulaire Fontanet, véritable obstacle à la réussite de la grève : 150 ouvriers du foyer d'Aumetz avaient leur carte de séjour...au commissariat et une menace d'expulsion suspendue au-dessus de leurs têtes.

Or pris au dépourvu par ces menaces d'expulsion, les grévistes précèdent de la grève à un demi-échéec : les 25 centimes lâchés en dernier ressort par le patron. Pour les marxistes-léninistes qui ont popularisé la grève avec leurs propres mots d'ordre sur les quartiers et les usines de la vallée de la Fensh, pour les ouvriers de la Somafer une chose est à l'ordre du jour maintenant : la mobilisation pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. C'est le seul moyen d'engager l'unité de la classe ouvrière, de protéger les grévistes et de permettre la reprise de l'action.



Une journée perdue pour toucher la paye

viens immigrés et français de la région, par un soutien qui apporte des explications politiques et qui recueille une aide financière et militante consciente de travailler à travailler.

— de dénoncer la Somafer, non pas comme un cas "scandaleux", mais comme un exemple du système organisé par Wendel Sidélor et ses parasites pour mener à bien sa restructuration.

— de réclamer l'abrogation de la circulaire Fontanet, véritable obstacle à la réussite de la grève : 150 ouvriers du foyer d'Aumetz avaient leur carte de séjour...au commissariat et une menace d'expulsion suspendue au-dessus de leurs têtes.

Or pris au dépourvu par ces menaces d'expulsion, les grévistes précèdent de la grève à un demi-échéec : les 25 centimes lâchés en dernier ressort par le patron. Pour les marxistes-léninistes qui ont popularisé la grève avec leurs propres mots d'ordre sur les quartiers et les usines de la vallée de la Fensh, pour les ouvriers de la Somafer une chose est à l'ordre du jour maintenant : la mobilisation pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. C'est le seul moyen d'engager l'unité de la classe ouvrière, de protéger les grévistes et de permettre la reprise de l'action.

Correspondant vallée de la Fensh.

## Schlrmeck non aux licenciements

Le trust Floquet Monopole à Shirmeck en Alsace vient d'annoncer 142 licenciements !

Dans la vallée on n'a pas oublié les 150 licenciements en mars 72 de Control's France, où un chef a mis au point une machine qui remplace 3 ouvriers. Dans la région c'est d'abord le textile qui a été touché : dès 1965, 2400 ouvriers avaient été licenciés ; chez Boussac et Agache Willot, il est arrivé qu'on licencie 30 % des ouvriers et de faire aux autres le double de la production. Puis à partir de 70, ça a été le tour de la petite industrie mécanique. Chômage et rendement voilà ce qu'apporte le capitalisme !

Mais les travailleurs ne se laissent pas faire : mercredi, Fleury et Hemard, valets du trust, ont été enlevés, emmenés dans une baraque de la forêt de Struthof, puis 300 ouvriers ont manifesté devant la gendarmerie pour faire libérer 2 délégués arrêtés par les flics. Les marxistes léninistes de la région soutiendront et populariseront largement la lutte des ouvriers de Shirmeck (Floquet-Monopole).

Correspondant Strasbourg

## Caen 15 ouvriers immigrés, malades, expulsés d'un foyer

Une quinzaine de travailleurs immigrés sont menacés d'être expulsés du foyer de la Grâce de Dieu, près de Caen, sous prétexte qu'ils ne paient pas de loyer. Il s'agit essentiellement d'immigrés vieux ou malades qui ne peuvent pas travailler et qui touchent 1 000 F par trimestre.

En fait, on les expulse non pas parce qu'ils ne peuvent pas payer (en effet ils ont proposé de payer par mensualités, mais la direction et les Allocations ont refusé cette solution), mais surtout parce que, étant malades, ils ne peuvent plus fournir de profits — pour les patrons de la région, donc pour l'impérialisme français. C'est le même impérialisme qui expulse les travailleurs immigrés chômeurs, malades ou combattifs, et qui laisse mourir les vieux travailleurs français en leur donnant à peine de quoi vivre après les avoir exploités toute leur vie : l'impérialisme français est l'ennemi commun des travailleurs français et immigrés !

Correspondant Caen

## dissolution de la Caisse d'Allocations Familiales de Paris : une mesure démagogique de faure

En annonçant avec fracas, la dissolution du Conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de la rue Viala à Paris, Edgar Faure a pris une mesure démagogique destinée à faire taire le mécontentement des travailleurs qui font des heures et des heures de queue pendant des jours pour rentrer chez eux les mains vides.

En effet, jusqu'à maintenant, le pouvoir a tout fait pour priver les travailleurs de ce qui leur était dû, malgré ses grandes proclamations. Les Allocations Familiales créées en 1945 ont été présentées comme une mesure "progressiste". Elles étaient en fait, imposées par la situation d'un pays dont la population ne se renouvelait plus depuis 39-40 et qui avait été amoindrie par la guerre. Le Capital avait besoin d'une main-d'œuvre fraîche pour faire tourner ses bagnes. De plus, il ne déboursait pas un sou, les patrons prélevant sur le salaire des ouvriers les cotisations versées aux caisses.

Au printemps 72, le gouvernement Chaban annonce à grand renfort de publicité une nouvelle série de mesures d'aide aux vieux travailleurs et aux familles (relèvement de l'allocation de salaire unique, frais de garde, allocations d'orphelin, etc...). Or ces mesures touchent peu de monde : 5 000 vieux travailleurs pour la région parisienne (45 000 au lieu de 40 000), quant au reste, les allocations sont minutieusement calculées pour ne toucher que les salaires les plus bas (moins de 1 000 F), et pour sauter des la moindre légère augmentation.

En plus, le pouvoir ne fait strictement rien pour rendre effective l'attribution de ces nouvelles mesures qui demandent la révision de nombreux dossiers. Alors que les allocations familiales ont 8 milliards d'excédent, l'excédent dû aux cotisations prélevées sur les ouvriers immigrés et qui ne leur sont pas reversés, il refuse à la Caisse de la rue Viala qui gère à elle

seule les dossiers des 750 000 bénéficiaires de la région parisienne tout augmentation de personnel, de locaux, de salaire pour des employés qui touchent 883 F, et qui doivent recevoir 2 000 à 2 500 personnes par jour. Résultat : alors que, rien que pour la modification du salaire unique, 330 000 dossiers sont à revoir, 53 000 personnes, dès le mois d'août ne perçoivent plus rien du tout, et 300 000 sont en attente actuellement. Aucune directive n'arrive pour que les 5 000 travailleurs touchés par leur augmentation soient payés.

Des familles ouvrières, qui touchaient déjà peu se voient privées de la part que le capital prélève sur leur salaire, qui leur est dû et sur laquelle ils comptent pour terminer des fins de mois de plus en plus dures avec la hausse des prix. C'est un surcroît de fatigue, de temps perdu à attendre des heures et des jours pour rien, à revenir parce que les dossiers sont tellement compliqués qu'il manque toujours un papier.

La colère monte, les ouvriers excédés décident à plusieurs reprises, de passer par les portes de la direction et d'escalader les grilles.

Edgar Faure, qui affiche maintenant sa prétendue complaisance à l'égard des allocations, s'est bien gardé d'insister sur les premières mesures qu'il a prises : envoyer les flics, et pas n'importe lesquels, les super flics des brigades d'intervention exclusivement entraînées à la répression des manifestations, pour expulser les travailleurs des locaux de la rue Viala !

C'est parce qu'il a échoué dans ses tentatives de répression que le gouvernement prend des mesures de suspension. En faisant miroiter des solutions pour l'avenir, il espère calmer les esprits avant les élections. Dans le fond, il n'a nullement l'intention de changer sa politique de pressurer la classe ouvrière.

## la main dans le sac...

### les flics des patrons...

Au procès Tramoni, Sylvain chef CGT à Renault, s'est bien gardé de dénoncer les milices patronales de la Régie. Sans doute se souvenait-il que, quelques mois plus tôt, la CGT qualifiait le même Tramoni de "chef d'un service administratif de la Régie" ....bref un salarié de la grande famille du personnel de la Régie, de l'O.S. à l'ingénieur, en passant par le flic maison !

Il faut croire que les Tramoni, les flics maison, les nervis du patron, ont leur place dans "l'Union Populaire de la Gauche". En leur assurant qu'il pourront toujours accomplir leur sale boulot avec la "gauche" au pouvoir. Les travailleurs le savaient déjà !

### ...et les flics-cgt

Le syndicat CGT de la police n'est pas d'accord avec le programme commun. Le programme commun veut supprimer la garde à vue, les flics CGT veulent la garder... Quelle affaire !

Pour résoudre cette grave divergence, nous proposons une expérience au flics CGT : sur un marché, ils arrêtent un diffuseur de tracts marxiste-léniniste. Notre flic CGT, avec ou sans garde à vue, sera-t-il dans l'embaras pour le garder à l'ombre ? Pas du tout, il se trouvera bien un juge d'ins-

truction "de gauche" pour inculper le militant, par exemple d'incitation à la violence armée, et le faire garder en prison... Et ça c'est conforme au programme commun !

Ce qui était en jeu à ce congrès des flics CGT c'était surtout de gagner le maximum de flics à la cause de la "gauche". En leur assurant qu'il pourront toujours accomplir leur sale boulot avec la "gauche" au pouvoir. Les travailleurs le savaient déjà !

### un sioniste dénommé sartre

Au cours d'un meeting à Lyon le 27 janvier, après s'être déclaré de tout cœur avec le peuple Palestinien, Jean-Paul Sartre a déclaré en réponse à des militants de Front Rouge et du "comité de soutien à la Résistance Palestinienne" : "L'Etat d'Israël a le droit d'exister." En 1967 pendant la guerre des six jours Sartre croyait voir les nazis exterminer les juifs (!), avait condamné les peuples arabes qui recevaient les bombes sionistes.

Aujourd'hui, Sartre ne condamne plus ouvertement les agressés, mais il ne condamne toujours pas l'agresseur. Pour "résoudre" cette contradiction Sartre prétend qu'il y a une solution, oh certes pas très originale : les révisionnistes modernes et tous ceux qui poignardent dans le dos la Résistance Palestinienne y avaient déjà songé : "Ce n'est pas l'Etat d'Israël qui est en cause" a-t-il déclaré, "ce sont ses dirigeants" ; bref il suffirait de changer quelques têtes et tout irait bien !

En refusant de condamner l'Etat d'Israël, donc le Sionisme, Sartre apporte de l'eau au moulin d'une idéologie raciste : sans lutte contre elle, il n'y a pas de lutte conséquente contre le racisme, malgré toute la "bonne volonté" du monde.



**PROBLEMES DE NOTRE REVOLUTION**

Les diverses organisations trotskistes, qui présentent des candidats aux élections, sont également d'accord sur l'attitude à adopter au 2<sup>e</sup> tour : soutien à l'"union de la gauche". Cette attitude n'est pas une question tactique secondaire : elle est significative de la manière dont le trotskisme assume aujourd'hui en France sa fonction contre-révolutionnaire. De toutes les organisations trotskistes, c'est la "Ligue Communiste" qui apporte le plus de soin à donner à ses positions politiques un masque "révolutionnaire". Ainsi à l'occasion de son 3<sup>e</sup> congrès, elle a reconnu le caractère réformiste du programme commun, elle a reconnu que ce programme n'avait aucun contenu socialiste. Ceci pour la phrase et la démagogie. Arrêtons nous plutôt à la position concrète et aux arguments qui l'appuient. Selon la ligue trotskiste, ce programme "qui n'a rien de socialiste", ouvre cependant "une perspective socialiste". Par quel miracle ? Le schéma trotskiste veut que la perspective du programme commun crée un courant révolutionnaire et que, la "gauche" une fois au gouvernement, il n'y ait plus pour les révolutionnaires qu'à s'appuyer sur ce courant, pour "faire pression" sur les partis de "gauche", et les "déborder". Ce qui suppose que la victoire des partis de "gauche" aux élections soit une défaite pour la bourgeoisie, et la mette en position défensive. Effectivement les trotskistes de la Ligue avouent que pour eux, ni le P"C" F ni le PS ne sont des partis de la grande bourgeoisie : leur position sur les élections est bien la conséquence directe des vues qu'ils

# à propos des élections LE TROTSKISME...

## ...BEQUILLE DU P"C" F

répandent sur la nature de classe du P"C" F.

Mais d'où vient donc ce programme commun ? Dans quelle situation politique apparaît-il ? Quelle classe sert-il ? Quelle fonction pratique remplit-il, à part alimenter les spéculations des "penseurs" de la Ligue trotskiste ? Motus !

A ces questions décisives, les marxistes-léninistes, eux apportent une réponse. Ce que montre la réalité, c'est que la nature de classe du P"C" F n'a pas du tout le mystère dont l'entoure M. Krivine. Ancien parti prolétarien, pourri par la bourgeoisie impérialiste française par l'intermédiaire de la couche des aristocrates ouvriers, le P"C" F est devenu un parti de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Depuis des années, la constante de sa ligne est d'entretenir au sein de la classe ouvrière des illusions électoralistes, de la détourner de la voie de la révolution prolétarienne, de manœuvrer à l'occasion de toutes les luttes qu'elle mène pour la maintenir dans l'ornière du parlementarisme. Mai 68 a vu les révisionnistes tenir ce rôle avec éclat. L'expérience quotidienne le confirme. Et l'existence même du programme commun en est une nouvelle preuve. En quoi signifie-t-il une modification de la situation politique en France ? Que change-t-il ?

Son contenu parfaitement réformiste, réformiste bourgeois, n'est pas un hasard ! L'alliance PS-PC signifie la possibilité, ouverte pour la première fois depuis 45, que le P"C" F participe au gouvernement, pour y gérer les affaires de la bourgeoisie : les socia-

listes sous la IV<sup>e</sup> république, les radicaux sous la III<sup>e</sup>, sont passés maîtres dans cet exercice. Briseurs de grève, assassins de la classe ouvrière, et des peuples des colonies, serviteurs zélés de l'impérialisme US au temps où cela arrangeait la bourgeoisie française, ils sont à 100 % des partis de la grande bourgeoisie : de cela pas un ouvrier conscient ne doute un seul instant.

Si aujourd'hui ces partis se rangent aux positions du P"C" F sur "l'unité", après l'avoir longtemps combattu, c'est que l'alliance ce compère est devenue nécessaire pour l'impérialisme français. Depuis plusieurs années, les luttes de la classe ouvrière, et notamment de ses couches les plus exploitées, (O.S., O.P. déqualifiés), "cœur du prolétariat", ont connu un nouveau développement. L'acuité de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat est une menace réelle pour les exploités ; menace parce qu'à travers les heurts qui opposent les ouvriers aux capitalistes, et à leurs larbins révisionnistes, il devient possible pour le Parti Marxiste Léniniste de rendre consciente chez la classe ouvrière la nécessité de la prise du pouvoir, la nécessité de la révolution prolétarienne. Pour la détourner de cette voie, il devenait nécessaire que la perspective électorale du P"C" F prenne corps, que l'illusion électorale puisse jouer à plein. Demain face à une poussée révolutionnaire de la classe ouvrière, la bourgeoisie pourrait même avoir besoin de passer aux actes, de confier la gestion des affaires au PS et aux révisionnistes, pour mieux tromper la classe ouvrière, et gagner du temps.

Telle est la fonction du "programme commun" : non pas d'ouvrir la voie au socialisme", comme le prétend Marchais, ou "ouvrir une perspective socialiste" en favorisant comme le prétend son petit roquet Krivine, le développement d'un mouvement révolutionnaire. Mais au contraire, freiner dès aujourd'hui son développement, et le cas échéant lui porter un coup d'arrêt, le faire désamorcer et réprimer au nom de la classe ouvrière" par un gouvernement de la "gauche unie" Non pas ouvrir, mais boucher la voie de la révolution prolétarienne, du socialisme.

Les trotskistes ont depuis longtemps cessé de faire partie du mouvement ouvrier pour devenir des agents de l'impérialisme. Spécialistes, quand existait en France un Parti Communiste fort, de l'infiltration dans ses rangs en vue de sabotage, ils assument aujourd'hui de façon différente leur tâche contre-révolutionnaire : l'intérêt fondamental de la bourgeoisie est que subsiste la domination idéologique du révisionnisme sur la classe ouvrière, que ne se développe pas un parti prolétarien. Aussi les trotskistes s'attachent-ils, en maniant la phrase révolutionnaire, à parer de belles couleurs le P"C" F et à masquer sa véritable nature de classe aux yeux des ouvriers qui en prennent conscience.

Les marxistes léninistes, quant à eux, considèrent que pour saisir la nature bourgeoise du parti révisionniste, la classe ouvrière, dans sa masse, devra en faire l'expérience à l'occasion d'épreuves décisives, telles que par exemple le passage du P"C" F au gou-

vernement. Mais il considèrent également de leur devoir de préparer dès aujourd'hui la classe ouvrière à cette expérience, de l'éclairer sur ce qui l'attend, d'édifier son Parti au cours de ce travail. C'est pourquoi, tout en mobilisant la classe ouvrière contre l'offensive de la bourgeoisie, et de façon inséparable de cette tâche, ils appellent à l'abstention révolutionnaire pour les élections législatives.

# 4 millions avant le 1<sup>er</sup> mai

Souscription du 13 au 27 janvier

Lyon	100	F
Décine	50	F
Caen	135	F
Genevilliers	145	F
Saint Laurent du Var	50	F
Montpellier	11,50	F
Montpellier	5	F
Lyon	1 024	F
Villefranche	17,50	F
Dunkerque	85	F
Boulogne sur Mer	50	F
Montceau Les Mines	65	F
Saint Etienne	20	F
Cosnes sur Loire	50	F
Paris	350	F
Paris	33	F
Port de Bouc	9	F
Amiens	50	F
Total :	2 250	F

La liste de souscriptions de la dernière quinzaine (du 13 au 27) dépasse à peine les 2 000 F. C'est dire que pour le mois de janvier nous sommes loin du million qui nous était nécessaire. Certains camarades, depuis que la souscription n'a plus d'objectif précis ont relâché leur effort.

Pourtant nos besoins sont loin d'aller en diminuant ! De nombreux lecteurs nous signalent qu'ils ne trouvent plus Front Rouge en kiosque, ce qui est un obstacle à la diffusion de nos idées, à l'apparition de nouveaux lecteurs... Pour que l'ensemble des villes et des kiosques soit servi convenablement, il est nécessaire d'acheminer aux NMPP beaucoup plus de journaux que nous ne le faisons actuellement, afin de limiter au maximum les possibilités de blocage à un degré ou à un autre, du trust Hachette. Cette augmentation importante du tirage ne pourra être entreprise qu'avec une certaine avance financière.

C'est pourquoi nous lançons le chiffre de 4 millions d'ici le 1<sup>er</sup> mai, chiffre minimum pour pouvoir envisager cette augmentation de tirage.

### AU TRAVAIL CAMARADES !

- fixez vous des objectifs de souscription, diffusez les bons de soutien (il y en a encore de disponibles), collectez lors des ventes à la criée, collectez lors des réunions, des meetings que vous convoquez !

- placez des abonnements, des abonnements de soutien, auprès des amis à qui vous ne pouvez diffuser régulièrement le journal chaque semaine.

- pensez à étendre la diffusion de Front Rouge. Chaque lecteur isolé peut écrire au journal pour commander chaque semaine quelques Front Rouge à diffuser.

- écrivez à Front Rouge les initiatives que vous prenez, les succès que vous remportez.

EN AVANT VERS LES 4 MILLIONS

## guinée - bissau

# amilcar cabral sera vengé

Amilcar Cabral est mort, il vient d'être assassiné par l'impérialisme. Il était secrétaire général du Parti africain de l'Indépendance de la Guinée et des îles du Cap Vert (P.A.I.G.C.) qu'il avait fondé en 1956. Il a été assassiné au moment où son peuple en armes avance à grands pas vers la victoire totale dans la lutte pour la liberté et l'indépendance contre le colonialisme.

C'est en janvier 63, que le peuple de Guinée (Bissau) placé depuis le 15<sup>e</sup> siècle sous la domination du colonialisme portugais, a déclenché la lutte armée, qui s'est étendue en moins de 2 ans à l'ensemble du territoire. Le peuple de Guinée sous la direction du PAIGC a libéré aujourd'hui plus des 2/3 du territoire, avec la moitié des 800 000 habitants du pays, obligeant le corps expéditionnaire portugais à se retrancher dans quelques villes côtières. Un véritable Etat démocratique a été mis en place, des élections viennent d'avoir lieu pour former une assemblée nationale populaire ; dans chaque région, dans chaque village libéré, des comités populaires ont été mis en place, des hôpitaux des écoles, ont été installés. Alors qu'avec plus de 4 siècles de domination coloniale, 99,7 % de la population africaine de Guinée ne savait ni lire ni écrire, après 10 ans de lutte armée de libération, presque tous les enfants d'âge scolaire vont à l'école.

Face à ces succès obtenus par la lutte de Libération du peuple de Guinée (Bissau), face aux succès obtenus par la lutte armée des peuples des 2 autres colonies africaines du Portugal : Mozambique et Angola, livrées au pillage des grandes puissances, notamment des Etats-Unis, la répression colonialiste s'est déchainée : création de camps de concentration pour les patriotes, com-

me à Chao Bonn au Cap Vert, Machawane au Mozambique, Sao Nicolau en Angola, où se trouve un des plus perfectionnés des camps de tortures avec fours crématoires : 5000 Angolais y sont prisonniers. Chaque jour le colonialisme portugais déverse bombes, napalm, défoliants sur les villages, les cultures. Les troupes coloniales portugaises en Guinée, comptent aujourd'hui 45 000 hommes, soit à proportion de la population, près du double du corps expéditionnaire américain au Vietnam au moment où il était le plus nombreux.

Bien entendu le Portugal pays très arriéré économiquement, où le niveau de vie des ouvriers est l'un des plus bas d'Europe, où le taux de chômage est le plus élevé, ne peut mener une telle guerre coloniale, pour laquelle il consacre la moitié de son budget, qu'avec l'appui des grandes puissances impérialistes, l'appui de l'OTAN, et tout particulièrement des Etats Unis et de la France (et aussi avec en Afrique l'appui des régimes fascistes et racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud).

La France finance avec d'autres puissances impérialistes la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique, qui doit permettre l'installation d'un million de portugais pour y renforcer la domination coloniale ; la France a aussi obtenu de larges concessions pétrolières de ce pays ; Pechiney, Schneider, la CGEE, la banque de Suez, sont largement présents dans les colonies portugaises. La France livre frégates et sous-marins au Portugal, elle fournit des hélicoptères pour mitrailler les paysans des colonies portugaises. Enfin le gouvernement français a fait un très grand cadeau aux fascistes portugais en signant avec eux à Lisbonne le 29 juillet 71 les accords



Amilcar Cabral, dirigeant du PAIGC, assassiné par l'impérialisme

sur l'immigration portugaise en France : tout en maintenant l'énorme immigration des ouvriers portugais pour les exploiter férocelement en France, l'accord déclare : "seuls pourront régulariser leur situation les individus munis d'un passeport d'immigrant délivré par les autorités portugaises". Ceci vise tous les jeunes portugais qui viennent travailler en France parce qu'ils refusent de servir de chair à canon contre les peuples des colonies portugaises, et près d'1/3 des centaines de milliers de Portugais en France sont dans ce cas. En application des accords, dès février 72, beaucoup de jeunes portugais de moins de 21 ans qui s'étaient présentés à la frontière à Hendaye, ont été chassés par les autorités françaises.

Mais ni la répression sanglante du colonialisme portugais, dont une des dernières trouvailles est "l'africanisation" de la guerre en enrôlant des africains dans les troupes coloniales, ni la complicité des pays impérialistes tels la France, n'empêcheront la victoire totale des peuples des colonies portugaises et de toute l'Afrique. L'œuvre entreprise par Amilcar Cabral sera menée à son terme !

**LES PEUPLES AFRICAINS VENGERONT LA MORT D'AMILCAR CABRAL !**  
A BAS LE COLONIALISME PORTUGAIS  
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS COMPLICE !

**en vente : les brochures front rouge**

- les OS face à l'intensification du travail 2 f.
- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1 f.
- l'intérim : organisation et exploitation du chômage 2 f.
- le programme commun de la "gauche" : un programme bourgeois ! 2 f.

ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

**abonnement de soutien**

Abonnement d'1 an : cocher la somme choisie

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE .....

**50 f.**      **100 f.**      **200 f.**

envoyez ce bon à Front Rouge BP 47 69 397 LYON CEDEX 3

**abonnez-vous à front-rouge ccp 204-51 lyon**

	France		Etranger	
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli fermé	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	50 F

**abonnement : 3 mois : 5 f**